

Le 13 octobre 2017

N/Réf. : 17-09/015-C

Objet : Décision - Demande d'accès à l'information

---

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 14 septembre 2017.

Certains documents visés par votre demande font l'objet d'une publication ou d'une diffusion au sens de l'article 13 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), ci-après Loi sur l'accès. Les documents sont deux rapports techniques en anglais déposés le 17 mars et le 31 juillet 2017. Vous trouverez ceux-ci à l'adresse Internet suivante :

- [http://www.sedar.com/search/search\\_form\\_fr.htm](http://www.sedar.com/search/search_form_fr.htm).

Pour effectuer votre recherche, vous aurez besoin des informations suivantes :

- nom de la société : Champion Iron limited;
- type de document : rapport(s) technique(s) (Règlement 43-101)
- date de dépôt : du 1<sup>er</sup> mars 2017 au 1<sup>er</sup> octobre 2017.

Par ailleurs, nous ne pouvons vous communiquer un document en vertu du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur l'accès.

De plus, tel que nous le permet l'article 14 de la Loi sur l'accès, nous ne vous transmettons pas les documents dont les renseignements non accessibles en forment la substance, lesquels sont visés par les articles 23, 24, 34 et 37 de cette même loi.

...verso

Également, des documents ont été produits par d'autres organismes publics. Aussi, tel que le prévoit l'article 48 de la Loi sur l'accès, nous vous invitons, à adresser votre demande au responsable de l'accès à l'information de ces organismes publics, détenteurs de ces documents au sens de l'article 1 de cette loi, lesquels sont :

Investissement Québec  
Me Marc Paquet  
Vice-président des affaires juridiques et secrétaire  
de la société  
600, rue de La Gauchetière O., bureau 1500  
Montréal (Québec) H3B 4L8  
Tél. : 514 876-9339  
Sans frais : 866 870-0437  
Télé. : 514 876-9306  
[marc.paquet@invest-quebec.com](mailto:marc.paquet@invest-quebec.com)

Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation  
Mme Marie-Claude Lajoie  
Responsable de l'accès aux documents  
710, Place d'Youville, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4Y4  
Tél. : 418 691-5656  
Télé. : 418 646-0923  
[accesinformation@economie.gouv.qc.ca](mailto:accesinformation@economie.gouv.qc.ca)

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-annexée une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La responsable de l'accès à l'information,

Original signé

Diane Barry

p. j.

## **Articles de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;

2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;

3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

14. Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

## AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

L'article 136 de la Loi prévoit qu'un tiers ayant présenté des observations peut, dans les quinze jours qui suivent la date de la mise à la poste de l'avis l'informant de la décision de donner accès à tout ou partie du document, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'Accès à l'information est la suivante :

#### **Québec**

525, boulevard René-Lévesque Est

Bureau 2.36

Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : (418) 528-7741

Télécopieur : (418) 529-3102

#### **Montréal**

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau

18.200

Montréal (Québec)

H2Z 1W7

Téléphone : (514) 873-4196

Télécopieur : (514) 844-6170

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135) ou, pour un tiers ayant présenté des observations, dans les quinze jours qui suivent la date de la mise à la poste de l'avis l'informant de la décision de donner accès à tout ou partie du document (art. 136).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).